

MEDECINS SANS FRONTIERES

Besoin de neutralité

Après l'Afghanistan, MSF quitte également l'Irak. Nous reprenons une interview publiée en septembre de cette année qui explique le fond du problème.

"Les violences délibérées à l'encontre des volontaires humanitaires, perpétrées par certains groupes de la résistance irakienne, et la confusion militaro-humanitaire entretenue par la coalition et certains acteurs de l'aide nous contraignent à nous retirer d'Irak, où nous étions présents depuis décembre 2002." C'est ainsi que Médecins sans frontières (MSF) a annoncé, le 4 novembre, son retrait de l'Irak, en assurant que le travail initié par l'organisation serait repris par d'autres acteurs.

Le 10 septembre 2004 déjà, MSF avait mis en ligne l'interview suivante avec Jean-Hervé Bradol, président de l'organisation.

Selon toi, pourquoi les ONG sont-elles devenues des cibles?

Jean-Hervé Bradol: Pour pouvoir travailler dans une situation de guerre, il faut que les belligérants reconnaissent notre neutralité. Or, ce n'est pas le cas puisque certains groupes extrémistes nous considèrent comme une cible légitime. C'est le cas en Afghanistan depuis un an et demi et en Irak depuis près d'un an où l'opposition nous assimile abusivement aux forces d'occupation étrangères.

D'un autre côté, l'autre partie prenante dans ces conflits, la coalition dirigée par les Etats-Unis, ne reconnaît pas non plus notre neutralité puisqu'elle abuse en permanence de l'usage de l'emblème humanitaire. Ainsi, à Fallouja, en Irak, un porte-

parole de l'armée américaine avait déclaré que les deux objectifs de l'offensive étaient de "rétablir l'ordre et d'amener une aide humanitaire"! Pendant cette période les opérations militaires américaines faisaient plusieurs centaines de morts parmi la population de la ville. Cette confusion des genres, entretenue par les Américains, laisse entendre que l'aide humanitaire serait le bras civil, l'auxiliaire de l'intervention armée, ce qui entraîne forcément une confusion meurtrière entre humanitaire et militaire.

Il faut enfin que les ONG elles-mêmes prennent leurs responsabilités et défendent clairement leur indépendance dans un contexte de travail très ambigu. Certains appels de responsables humanitaires demandant que les forces d'occupation protègent mieux leurs activités n'aident pas à clarifier la situation.

Quelles sont les conséquences de cette nouvelle donne, pour les humanitaires et pour ceux à qui vous venez en aide?

En Irak comme en Afghanistan les humanitaires rasent les murs car il est indéniable que les possibilités de travail y sont, pour nous, extrêmement réduites. On ne peut pas demander à une équipe médicale de travailler efficacement dans ces conditions !

La principale conséquence est un manque d'assistance aux blessés qui sont de plus en plus nombreux. C'est triste, mais, sans un mini-

Distribution de matériel scolaire dans une école de Bagdad. La neutralité des ONG est mise à mal par des organisations comme USAID.

(Source: www.usaid.gov)



mum de respect et de sécurité, nous ne pouvons pas travailler. Il faut admettre qu'il y a des limites à l'action humanitaire.

Cette situation peut-elle changer?

Pour l'instant on est dans une situation de rétraction, pas seulement en Irak ou en Afghanistan, mais aussi dans le Caucase... Il faut que les associations humanitaires gagnent du terrain dans le rapport de forces entre elles et les pouvoirs politiques, nationaux et internationaux. Ce n'est pas impossible: dans les Territoires palestiniens, nous n'avons pas de problèmes majeurs avec des groupes comme le Hamas ou le Jihad islamique. Dans le passé, nous avons travaillé avec les Talibans. Par principe, les humanitaires n'ont pas d'ennemis, cette position de tiers ne participant pas aux hostilités leur permet d'être présents à proximité du champ de bataille.

Certains terrains d'action sont aujourd'hui bloqués, mais on ne peut pas réduire le monde à la petite portion sur laquelle, depuis le 11 septembre, les grandes puissances braquent leurs projecteurs. Notre plus grosse opération cette année est au Darfour.

Peut-on imaginer que les ONG soient protégées par des gardes armés?

Les Conventions de Genève nous y autorisent. Nous avons le droit de ne pas nous laisser tuer. Nous l'avons fait à Mogadiscio, en Somalie, en 1991 quand il n'y avait pas de forces internationales présentes.

Mais, en pratique, déployer des armes a souvent l'effet inverse à celui recherché: il est beaucoup plus difficile d'expliquer aux gens que nous sommes neutres lorsque nos gardes sont armés. Ce qui nous protège le mieux, c'est notre travail de secouriste médical impartial.

Ne travailler qu'avec du personnel national: est ce une autre solution possible?

Dans le Nord Caucase, les responsabilités opérationnelles sont exercées par les membres du personnel national, mais cela ne résout pas le problème. Ces dernières années le personnel national des organismes d'aide a été durement frappé par la violence. En Afghanistan, il y a eu, en un an et demi, environ quarante morts parmi le personnel des ONG: les trois-quarts d'entre eux étaient afghans.

MSF travaillait en Irak depuis décembre 2002. Durant les bombardements en mars 2003, au déclenchement de la deuxième guerre du Golfe, une petite équipe était restée à Bagdad, pour prêter main forte aux hôpitaux de la ville. Peu après, nos volontaires et employés irakiens ont mis sur pied trois cliniques à Sadr City, quartier de la capitale irakienne, et apporté leur aide à un hôpital de référence. Depuis janvier 2004, près de 100.000 consultations médicales ont été assurées dans nos cliniques. Au cours de cette année, nous avons évalué les besoins dans les villes qui ont été le théâtre d'importants combats - Fallujah, Najaf et Kerbala - et avons soutenu le personnel soignant. Nous avons également introduit un service d'ambulances à Sadr City et sommes venus en aide aux personnes déplacées ayant fui Fallouja.

Médecins sans frontières

www.msf.fr

SORTIR DU NUCLEAIRE

L'appel de Sébastien doit être entendu

Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'associe à la douleur de la famille et des amis de Sébastien Briat, jeune militant antinucléaire décédé dimanche 7 novembre 2004 lors d'une action de protestation contre les transports des matières nucléaires. (...)

Même si les circonstances de ce drame restent pour le moment inexpliquées, le Réseau "Sortir du nucléaire" estime que:

- les mesures élémentaires de sécurité n'étaient pas réunies : un tel convoi ne devrait pas rouler à vitesse "commerciale" mais à vitesse réduite de façon à pouvoir s'arrêter à tout instant;
- le nombre considérable de transports de matières nucléaires en France amène les autorités et les entreprises de l'industrie nucléaire à économiser au maximum sur les mesures de sécurité élémentaires que l'on peut attendre d'un tel transport. En Allemagne, ces transports font l'objet de mesures de sécurité plus contraignantes (nombre de policiers, surveillance de la voie de chemin de fer, vitesse du convoi ...);
- ce drame démontre aussi que des personnes qui seraient mal intentionnés, contrairement aux militants antinucléaires, pourraient très facilement intercepter un train de déchets radioactifs.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle les citoyens à tenir compte du courage et de l'engagement du jeune Sébastien dont l'objectif était de sauver l'environnement et l'avenir de la planète. En effet, après avoir déversé les déchets radioactifs par milliers de tonnes au fond des océans jusqu'au début des années 80, l'industrie nucléaire s'apprête désormais à les enfouir sous terre, contaminant ainsi la planète pour des milliers d'années.

Dans une démarche non violente, Sébastien Briat est décédé en interpellant l'opinion publique sur le caractère inacceptable de l'industrie nucléaire et de ses déchets. Son appel doit être entendu.

Réseau "Sortir du nucléaire"

8 novembre 2004